

La Nouvelle Revue De Presse De Langue Française

NRP Juin 2019, n°47



DOSSIER

« LES ALGERIENS ET LEUR ASSIETTE »

Economie

Les dépenses alimentaires plombent
le budget des ménages algériens

Histoire/Mémoire

L'évolution de la consommation alimentaire en Algérie
de 1962 aux années 90
Said Frahi

CULTURE/MÉDIAS

Oran comptait, avant l'indépendance, au moins 34 salles de cinéma:
A quand la «florescence» du cinéma de proximité?

B.H.

مختارات الصحفية
التيقة الحديثة

Sommaire

N° 47, Juin 2019

Dossier

« LES ALGERIENS ET LEUR ASSIETTE »

Ce que manger veut dire : le pain comme objet politique, Mohamed Mebtoul. p.4

Le consommateur algérien: roi de l'excès, Mohammed Yazid BOURAHLA. p.5

Habitudes alimentaires en Algérie. p.5

Festival gout de France 2019 a Annaba, Ahmed Allia. p.6

Oran : premier festival international de la gastronomie du 21 au 24 novembre. P.6

L'Algérie parmi les plus gros consommateurs mondiaux de pomme de terre, p.7

Café : 84% des marques ne respectent pas les standards requis. P.7

La Société algérienne de nutrition alerte sur les dangers du déséquilibre alimentaire, F.A. P.8

En Un Mois Les Algériens Ont Mange 838 Millions De Dollars, Abdou Semmar, P.9

Selon la FAO : 4,6% des Algériens souffrent de la sous-alimentation, Hani Abdi, P.9

Cancer : le nombre de cas explose en Algérie, la mauvaise alimentation mise en cause, Hassan Saadoun, P.10

Economie

Les dépenses alimentaires plombent le budget des ménages algériens, P.11

Avec un salaire moyen mensuel estimé à 30 000 DA, il est devenu difficile de subvenir aux besoins les plus élémentaires d'une famille modeste, B.K. P.11-12

Produits alimentaires: la facture d'importation en baisse en janvier 2019, P.12

Histoire/Mémoire

L'évolution de la consommation alimentaire en Algérie de 1962 aux années 90, Said Frahi, P.13-14

Culture/Médias

Oran comptait, avant l'indépendance, au moins 34 salles de cinéma: A quand la «florescence» du cinéma de proximité? B.H. P.15

"Lemma Becharia" en tournée en Europe. P.15

Bibliographie

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.
[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]
Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr



CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
3, rue Kadir Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •
Site web: www.cdesoran.org / Facebook : Cdes Oran



Ont collaboré à ce numéro

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB

Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Laid Nasro OUEZAR, Sofiane BELKACEM, Yousouf HADJ CHERIF

Editorial



Tout a commencé par « le manger » : l'être humain dans sa complexité est constitué d'une dualité âme-corps (Descartes), bien que ce corps là ne puisse échapper au déterminisme de l'animalité matérielle. Cette nature qui obéit aux lois de la transformation énergétique des substances ou des atomes dans le temps et l'espace nous condamne à suivre les lois de nature dans la sphère de l'homme primitif.

La nourriture est le lien direct entre l'être humain et la nature. Ce qui nous ramène au constat de la dépendance culinaire chez l'être humain. Ce numéro-là de notre revue de presse, qui est un travail d'équipe, est consacré à la question de la consommation des produits alimentaires et nutritifs chez l'être humain en général et l'algérien en particulier.

Pour répondre à la question de ce dossier, il faut commencer par se demander d'où vient la nourriture ? Comment elle est commercialisée ? Et comment a évolué le comportement du consommateur algérien ? Sachant que l'algérien n'est plus comme avant (la période de la politique plus au moins égalitaire), avec l'ouverture du marché international (importation), et aussi l'investissement local pour la production agroalimentaire.

En 2019, l'Algérie compte plus de 40 millions d'algériens qui doivent se nourrir tous les jours, ce qui nécessite une grande production locale et souvent on est obligé de passer par l'importation des aliments ou des ingrédients pour compléter le manque. L'algérien comme tout être humain sur cette planète est aussi influencé par l'impact marketing dans tous les moyens de communication sur tout ce qui est « bouffe ». Cela veut dire que l'espace concurrentiel est aussi nocif sur le plan santé que budgétaire, car les industries agroalimentaires sont plutôt dans la logique de la rentabilité que dans celle du plaisir culinaire. Ceci dit, parfois on met du poison dans nos assiettes sans même le percevoir.

Revenons sur la question de départ : Que met l'algérien dans son assiette ? La question qui a inspiré cet éditorial et peut aussi vous provoquer à réfléchir sur votre façon de manger, de se nourrir, de s'alimenter. Par-dessus tout ça l'algérien est toujours impulsif dans ses achats quand il s'agit de la bouffe, et la preuve : il suffit de visiter les superettes et les marchés non réglementés pendant le mois sacré du Ramadan. La mal bouffe est un concept qui n'a pas encore trop de place sur les assiettes ni dans les ventres des algériens.

Omar AOUAB

Ce que manger veut dire : le pain comme objet politique

Mohamed Mebtoul



Le pain peut aussi se lire comme un objet politique. Si un produit alimentaire est autant « démocratisé » dans la société, c'est bien le pain ordinaire.

Sa banalisation sociale est attestée par sa disponibilité auprès des marchands informels tolérés mais illégaux, ayant la latitude de le vendre librement sur des espaces sociaux ouverts peu appropriés pour déverser de façon peu hygiénique le pain, même à des heures tardives. Mais les royaumes de l'informel se nourrissent et se renforcent grâce au formel. Autrement dit, les pouvoirs publics agissent comme un acteur central, par le soutien financier apporté aux minotiers, leur permettant de vendre la farine blanche à 2 000 DA le quintal aux boulangers contraints d'accepter la règle du jeu fixée par l'Etat, leur imposant la fixation administrative du prix de la baguette à 10 DA, pour un prix de revient estimé à 9,40 DA, réalisant une marge bénéficiaire médiocre de 60 centimes (El-Watan, 2017). Certains boulangers en colère ont tenté de s'autonomiser, en augmentant de façon illégale le prix du pain, pour être contraints, sous la pression, de revenir quelques jours après, sur leur décision antérieure. Certains syndicats des boulangers proposent timidement une amélioration de leur marge bénéficiaire en réduisant le prix du quintal de la farine, sans pour autant que les pouvoirs publics réagissent jusqu'à présent (El-Watan, 2017). Ce « silence » sous-entend la volonté de l'Etat de maintenir le statu quo actuel. Pour l'Etat, il ne faut surtout pas s'aventu-

rer à une réforme du prix du pain. Ce produit est politiquement vital pour sa survie et sa reproduction. L'histoire politique de certains pays arabes (Egypte, Tunisie, Maroc), marquée par les émeutes populaires du pain, interdit à l'Etat tout « égarement » ou changements de cap politiquement risqué vis-à-vis de ce produit alimentaire. Il semble donc difficile de « jouer avec le pain » du pouvoir qui s'accroche à son maintien au détriment d'une réforme en profondeur du prix du pain ; même s'il faut encore accroître de façon significative les subventions de pour reproduire une forme d'égalitarisme fictif, permettant, en réalité, à la population aisée d'en bénéficier, et au populisme de s'ancrer plus profondément dans la société...

Il ne s'agit pas ici de s'interroger sur les causes mais sur les effets de la surconsommation de pain, accédant même, et c'est une énigme scientifique, à quantifier de façon absolue et précise le nombre de baguettes déversées dans l'espace urbain, estimées à 7 millions par jour ! (El Watan, 23 décembre 2017). Pour que la surconsommation du pain ne soit pas appréhendée comme un objet politique qui relève essentiellement de l'ordre social, il est en effet aisé et confortable de braquer son regard sur les agents sociaux étiquetés par leur « incivisme » et leurs dérives. En s'octroyant le statut d'entrepreneur moral, les pouvoirs publics se positionnent dans un impensé, refusant d'approfondir les raisons de ce retour du pain dans l'espace urbain - à moins

de considérer de façon erronée, le consommateur comme un acteur libre de ses actes - les pouvoirs locaux se limitent à regretter le gaspillage, ou pour le dire plus explicitement « l'irresponsabilité de la population ! » Ecoutons le wali d'Alger : « Je vous cite, par exemple, l'exemple du pain qui m'inquiète vraiment. Savez-vous qu'à Alger, Netcom et Extranet ramassent chaque semaine, 10 tonnes de pain. Cela sans compter la quantité collectée auprès des restaurants, des cantines et ailleurs, par les éleveurs pour en faire un aliment de bétail. L'Algérie importe le meilleur blé au prix fort, qu'elle revend à un prix moindre, en raison du soutien aux produits de première nécessité. Je déplore vraiment ce gaspillage » (El Watan, 28 décembre 2017).

Force est de relever que l'abondance du pain dans l'espace urbain n'est pas de l'ordre du hasard ou de l'arbitraire. L'abondance et le gaspillage du pain représentent, en réalité des éléments résiduels face à la primauté du statut quo imposé par les pouvoirs publics qui ont opté pour le pain au détriment de la reconnaissance politique de la citoyenneté (Mebtoul, 2013). Faire en sorte que le pain soit déversé en quantité importante, même à des coûts élevés dans l'espace urbain, assumés par l'Etat rentier, est une garantie contre les incertitudes politiques pouvant remettre en question la stabilité du régime politique, si le pain venait à manquer ou connaîtrait une augmentation substantielle du prix de la baguette. Il est important d'appréhender la question du manger ou du style alimentaire des personnes en référence à leur vie quotidienne pour en comprendre le sens...

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information D'ORAN

04 Janvier 2018

Le consommateur algérien:

roi de l'excès

Qu'on se le dise franchement: l'Algérien ADORE consommer. Sans pour autant y être obligé,....Inconsciemment, il se retrouve à acheter de tout et du n'importe quoi;,, Tout prétexte est bon pour satisfaire son amour inconditionnel à l'égard de la consommation impulsive.

Il est bien connu que chacun de nous a ses propres préférences ... de ses dépenses quotidiennes. Chacun est donc libre d'acheter tels ou tels biens qu'il juge « meilleurs » ..., en ayant toujours pour but d'atteindre un niveau de satisfaction plus élevé.

Le problème qui se pose est : pourquoi, lors de nos achats, abusons-nous autant ?

Ne vous est-il jamais arrivé d'entrer dans un centre commercial avec l'intention de faire des courses bien précises mais que, à la sortie, vous vous retrouviez avec la moitié de votre caddy farcis de produits supplémentaires dont vous n'aviez....pas prévu l'achat ? Ceci est le parfait exemple de l'abus de consommation.

En effet, malgré notre rationalité qui devrait nous raisonner en nous incitant à n'acheter que ce dont on a besoin; nous dépensons exagérément ! Nous sommes attirés par les publicités, les promotions.... Envoûtés, nous achetons en quantité sans modération ni contrôle de soi comme si nous étions hypnotisés...., on frôle la surconsommation.

...exemple sur le mois sacré de Ramadan où la surconsommation.... atteint son comble. Le citoyen est pris d'une incommensurable envie d'achat qui le pousse à acheter presque tout ce qui croise son chemin et avec des quantités plus que suffisantes. Bien entendu, la moitié de ces aliments finiront malheureusement à la poubelle. N'est-ce pas du gaspillage pur?, De plus, écologiquement parlant, il en résultera de sérieuses répercussions sur l'environnement terrestre

C'est à partir de cela qu'il est ... primordial, de quitter cette mauvaise habitude, si ce n'est l'éradiquer ! On devrait songer beaucoup plus à consommer ce dont on a besoin et non tout ce dont on a envie. Se contrôler étant la règle d'or; on se doit de se libérer de l'esclavage que nos pulsions de consommation exercent sur nous.

..., il est important de savoir quand, où et comment dépenser. Tout en se souciant de la quantité des biens achetés afin d'éviter le gaspillage, parce qu'en réalité, c'est la gourmandise des consommateurs qui fait beaucoup plus de ravages que leur nombre.

Mohammed Yazid BOURAHLA

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

24 Mars 2017

Habitudes alimentaires en Algérie

Comme dans bien d'autres pays, les habitudes alimentaires en Algérie ont changé, s'éloignant du régime méditerranéen pour aller vers une nourriture plus riche en graisses animales et en sucre. Pour autant, les fruits et légumes sont variés et peu chers, le poisson très accessible, les céréales à la base de la cuisine traditionnelle. Le plus connu de ses plats est évidemment le couscous, sans oublier les pâtisseries traditionnelles au miel en passant par la chakchouka (sorte de ratatouille ou piperade) ou la chorba (soupe traditionnelle avec viande et légumes).

Les supermarchés sont de plus en plus nombreux dans les grandes villes (la grande distribution française est arrivée à Alger), et les supérettes sont partout.

La restauration rapide est aussi implantée dans les grands centres urbains, mais elle reste locale, les grandes enseignes type Mac Donald ayant du mal à s'implanter du fait de la législation pour y travailler. En cause, l'obligation de tout fabriquer localement, la difficulté du transfert de droits d'entrée et de royalties.

L'eau n'est que rarement potable et si l'Algérie entretient des vignobles on ne trouve pas tout le temps du vin dans les tous restaurants (cela est plus difficile en dehors d'Alger). D'une manière générale, le vin est correct. Depuis quelques années des viticulteurs, privés de l'Ouest algérien, proposent des produits de bonne qualité largement exportés en Europe. Sinon il existe dans la plupart des grandes villes des revendeurs de boisson alcoolisées : "les dépositaires". Les algériens restent de grands consommateurs de vin et spiritueux.

En quelques années, le coût de la vie à Alger a fortement augmenté. Différence de prix suivant les quartiers : on note une très nette différence entre les prix des quartiers résidentiels et les autres et plus particulièrement avec les marchés populaires. On compte à ce jour 3 hypermarchés Uno, Ardis et Carrefour. Ce sont dans les épiceries et supérettes de quartier que les courses se font le plus souvent. A Alger et dans les villes, les magasins ouvrent à partir de 9 h toute la journée et 7 jours/7 excepté le vendredi entre 13 h et 15 h (pendant la prière). Certains ferment après 21 h.

On trouve la plupart des produits d'importation à l'exception du porc qui est interdit à la vente (mais toléré dans les valises), mais l'approvisionnement est irrégulier. Si l'on souhaite garder ses habitudes et consommer des produits importés, il faut compter de 20 à 30 % plus cher, en particulier pour les aliments tels que l'huile Puget, les fromages français ou le saumon... Mais on peut très bien se contenter de produits locaux de bonne qualité.

Il faut parfois aller dans plusieurs magasins pour faire la totalité de ses courses car dans les supérettes, il n'y a pas de fruits ni légumes, ni viande. Les produits frais que l'on achète au marché ou chez les maraîchers sont excellents. Il faut savoir choisir son boucher et son poissonnier.

21 Juin 2016


Union des Français de l'Étranger

FESTIVAL GOÛT DE FRANCE 2019 À ANNABA

Laurence Salomon remet "les clés essentielles d'une alimentation saine"

Ahmed Allia

La chef de cuisine prodiguera une foultitude de conseils pour vivre mieux et plus longtemps, comment choisir ses aliments de base parmi ceux qui sont des alliés pour notre santé, ou encore comment les préparer pour bien garder leur richesse en vitamines et oligoéléments.

Invitée de l'Institut français de Annaba dans le cadre de la Semaine culturelle de la gastronomie et de la francophonie, la chef de cuisine et naturopathe, Laurence Salomon a animé une conférence sur "Les clés essentielles d'une alimentation saine" dans l'enceinte d'un établissement hôtelier. Devant un public nombreux cette passionnée de l'art culinaire a fait part de toutes les connaissances dans le domaine de la gastronomie, ou plutôt dans celui de la cuisine originelle, comme elle tient à l'appeler.

C'est ainsi qu'elle prodiguera une foultitude de conseils pour vivre mieux et plus longtemps. "La meilleure manière d'allier plaisir et bien-être", en apprenant à choisir ses aliments de base parmi ceux qui sont des alliés pour notre santé, comment les préparer pour bien garder leur richesse en vitamines et oligoéléments, jusqu'au tri qu'il faut nécessairement faire lors de

l'achat des produits laitiers, les fromages et les pains, qui composent les repas sains, ceci en passant par les épices et autres assaisonnements. "Cuire à température modérée, sans brûler les aliments, ni faire fumer les huiles. Varier les différents types

sine originelle. Un patrimoine dans lequel elle s'investit sans compter, allant jusqu'à lui créer une structure propre dans sa ville, Annaba, après avoir régalié un nombre incalculable d'amateurs de bonne chère, qui font tout de même attention à leur forme

physique. "Pendant 13 ans, j'ai proposé des plats créatifs et d'inspiration unique, au sein de mon restaurant 'Nature et saveur' à Annecy", indique modestement l'hôte de Annaba, comme pour inviter le public à se lancer dans l'aventure de la restauration saine. "J'ai ensuite créé le centre pédagogique 'Cuisine originelle' avec cours de cuisine et nutrition, espace 'Magasin biologique', espace cave à vins nature et enfin un espace bol d'air Jacquier". Joignant la parole à l'acte, cette experte en gastronomie a gratifié une cinquantaine de gourmets de la ville épicurienne d'un repas qu'elle a préparé elle-même, assistée du chef et du personnel de cuisine de l'établissement hôtelier.



de cuisson (vapeur, four, étouffé, poêlé) et éviter les fritures. Se faire plaisir à chaque repas en cuisinant avec les herbes et les épices douces pour donner davantage de goût aux plats. Mastiquer davantage chaque bouchée pour avaler 'liquide'. Respecter la règle 80/20 : c'est-à-dire consommer 80% de produits en affinités avec le vivant qui est en nous (avec toujours le même mot d'ordre non dénaturés, raffinés, frais... et bien cuisinés) et 20% d'aliments qui sortent de ce cadre", sont autant de recommandations qui constituent la cui-

LIBERTE

30 Mars 2019

Oran : premier festival international de la gastronomie du 21 au 24 novembre

Le premier festival international de la gastronomie sera organisée du 21 au 24 novembre en cours à Oran, a-t-on appris mercredi du président du Club des artisans boulangers de la wilaya.

Au total 30 wilayas et six pays étrangers, à savoir le Mali, la Turquie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Syrie ont confirmé leur participation à cette première édition du festival international de la gastronomie qui sera marquée par la tenue de plusieurs concours culinaires, a indiqué Fouzi Baïche lors d'une conférence de presse, annonçant que ce rendez-vous international coïncidant avec la célébration du Mawlid Ennabaoui...

Quarante candidats dont 34 Algériens et 6 étrangers prennent part à ces concours culinaires qui mettront en compétition notamment les meilleurs en boulangerie, en pâtisserie-chocolaterie, en gâteaux traditionnels et plats traditionnels et universels, ont expliqué les organisateurs, ajoutant que ces compétiteurs seront mis à contribution devant un jury composé de chefs cuisiniers étoilés nationaux et étrangers

émérites. Il s'agit, entre autres, de l'ambassadeur des Cuisiniers arabes (2017-2018), Mustapha Bensaadi et de l'ambassadrice de la cuisine algérienne, Mokhtaria Rezki et autres chefs... a-t-on annoncé de même source, soulignant que l'objectif de cette manifestation est de

néficieront d'une formation à l'étranger qui sera prise en charge par certains sponsors.

Au menu de cet évènement, figurent en bonne place des séances de dégustation, ont assuré également les organisateurs.



mettre en valeur l'art culinaire algérien.

Le programme du festival... prévoit des séances de formation au profit des jeunes pour leur apprendre l'art culinaire algérien riche... selon les organisateurs, faisant savoir que les lauréats bé-

Le représentant de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran, Lies Hadjij, a indiqué que ce rendez-vous vient à point nommé pour "mettre en valeur notre patrimoine culinaire et ne fait que renforcer la destination 'Algérie, à travers la promotion du secteur du tourisme à Oran, ville accueillante et qui prépare activement les jeux méditerranéens 2021".



14 Novembre 2018

L'Algérie parmi les plus gros consommateurs mondiaux de pomme de terre

L'Algérie est classée parmi les plus gros pays consommateurs de pomme de terre avec une disponibilité alimentaire annuelle de plus de 111 kg/habitant.

“Les disponibilités alimentaires à la consommation en pomme de terre sont de 111,5 kg par habitant annuellement, contre une consommation mondiale moyenne de 31 kg/habitant/an. Cette quantité place l'Algérie parmi les plus gros consommateurs de ce produit à l'échelle mondiale.”

Des chiffres qu'a donnés le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, dimanche à Alger lors d'une journée nationale de la pomme de terre organisée par le Conseil national interprofessionnel de cette filière agricole.

A titre comparatif, la Bélarusse occupe la première place avec une consommation de 181 kg/habitant/an, alors que celle du Royaume-Uni est de 102 kg et la Tunisie avec 30 kg. En Afrique, la consommation moyenne est de 4 kg/habitant/an.

Par ailleurs, le ministre a affirmé que la demande nationale en pomme de terre est assurée à 100% par la production nationale qui avait atteint 47 millions de quintaux (qx) en 2017, contre 26 millions qx en 2009, avec un rendement de près de 310 qx/hectare. La stabilité du marché en ce qui concerne ce légume a



permis, selon lui, de rassurer les agriculteurs en les encourageant à élargir les superficies cultivées qui sont passées de 105.121 hectares en 2009 à 148.692 hectares en 2017.

“La filière a connu, ces dernières années, une progression significative qui a permis non seulement de couvrir aisément les besoins nationaux mais également de dégager des excédents à exporter en facilitant, ainsi, une bonne régulation du marché.”

Évoquant les exportations de la pomme de terre réalisées durant les deux dernières années, M. Bouazghi a indiqué qu'elles s'étaient établies à 817 tonnes en 2017 dont 500 tonnes vers le Qatar et 249 tonnes vers l'Espagne. Toutefois, les quantités exportées en 2017 ont nettement baissé par rapport à celles de l'année 2016 durant laquelle l'Algérie avait exporté 2.600 tonnes vers 16 pays dont 849 tonnes vers les Émirats Arabes Unis, 605 tonnes vers le Qatar et 487 tonnes vers l'Espagne.

Concernant la production de semences de pomme de terre, le ministre a assuré que les superficies qui leur sont consacrées ont presque doublé par rapport aux dix dernières années en atteignant 23.430 hectares. Ce qui a permis au pays de réduire ses importations en pommes de terre de semences de 50% : “Notre objectif est d'assurer une disponibilité régulière qui permet d'atteindre un taux de couverture raisonnable de nos besoins par la production nationale et de constituer des stocks de sécurité”.

Sur ce point, il a noté que sur la campagne agricole 2017-2018, les importations en pommes de terre de semence ont nettement diminué par rapport à la campagne précédente en passant de 72.000 tonnes à 35.000 tonnes.

Par ailleurs, le ministre a fait valoir qu'outre son importance dans la sécurité alimentaire du pays, la filière de pomme de terre a un impact certain sur la croissance économique en général et sur le secteur agricole en particulier. Selon ses chiffres, la valeur de la production de pomme de terre a atteint 234 milliards de dinars en 2017, ce qui représente 8% de la production globale du secteur (production végétale et animale). Quant à sa contribution dans la lutte contre le chômage, cette filière engendre annuellement 60.000 emplois, selon le ministre.

23 Juillet 2018



Café : 84% des marques ne respectent pas les standards requis

La majorité des marques de café produites localement ne respectent pas les standards. L'Organisation algérienne pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), l'a mis en exergue lors d'une conférence de presse, menaçant de divulguer les noms des producteurs qui refusent de se conformer à la réglementation.



« Pas moins de 84% des marques nationales de café ne respectent pas la réglementation en vigueur en ce qui concerne la qualité et l'étiquetage », a souligné l'APOCE, lors d'une conférence de presse animée à Alger par son président Mestapha Zebdi.

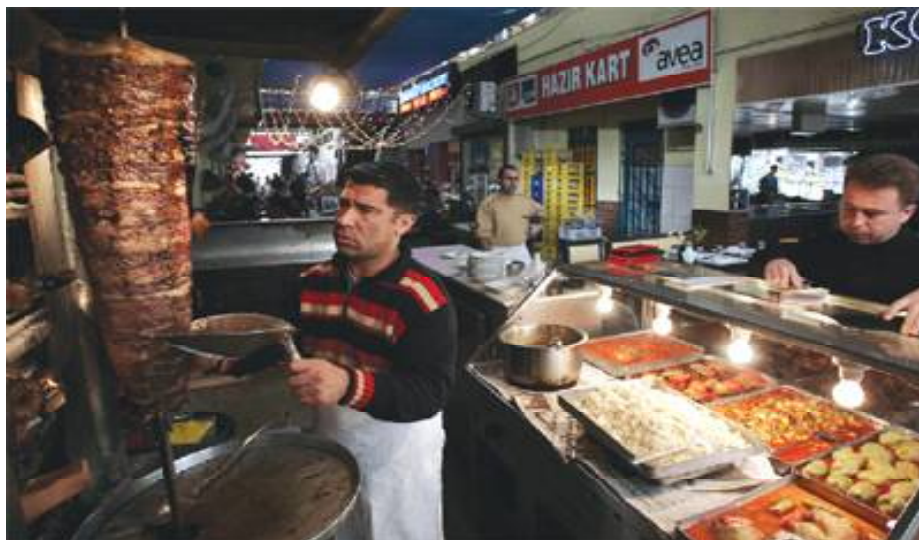
Des échantillons de 12 marques ont été analysés par trois laboratoires algériens afin de relever le taux de sucre additionnel dans le café. L'étiquetage de ces produits a également été passé en revue.

Ce que les résultats ont révélé, c'est que parmi les 12 marques de café, cinq d'entre elles contiennent un taux de sucre « satisfaisant » du point de vue sanitaire, c'est-à-dire que ce taux est inférieur à 3%. Cinq autres ont été décrites comme « acceptables », dans la mesure où ce taux tourne autour de 3% et deux autres ont été qualifiées de « tromperies », dans la mesure où le taux de sucre ajouté dans le processus de torréfaction a atteint respectivement 10% et 14%...

AF ALGERIE-FOCUS.com
L'INFORMATION POUR VOUS ET AVEC VOUS

11 Novembre 2018

La Société algérienne de nutrition alerte sur les dangers du déséquilibre alimentaire



L'évolution des habitudes nutritionnelles va de plus en plus tellement vite que les nutritionnistes veulent attirer l'attention du consommateur à surveiller son régime alimentaire. Si le ministère de la Santé avait clarifié que l'Algérie "présente toutes les caractéristiques d'un pays en transition nutritionnelle", une étude menée par la Société algérienne de nutrition (SAN), basée à Oran, démontre désormais "les faiblesses du consommateur algérien en termes d'équilibre nutritionnel". Ce qui n'est pas sans conséquences néfastes sur la santé des Algériens qui sont de plus en plus victimes soit du surpoids et/ou de l'obésité, soit de la maigreur. Le surpoids et/ou l'obésité étant souvent le résultat d'une consommation incontrôlée, (excès de vitamines et/ou de protéines), conjuguée à une dépense énergétique réduite, alors que la maigreur est généralement la conséquence de la sous-alimentation ou de la malnutrition. C'est ce qu'a expliqué, le professeur Malika Bouchenak, présidente de la SAN, qui a présenté devant des médias, les résultats de cette enquête, première du genre dans notre pays. Cette étude, intitulée "habitudes alimentaires et le risque cardio-métabolique chez des adolescents en milieu scolaire", menée par le Laboratoire de nutrition clinique et métabolique d'Oran, sur un échantillon de 400 adolescents âgés entre 10 et 17 ans, a donné des résultats "assez alarmants", selon le professeur Bouchenak, déclarant que "la population étudiée présente des anomalies métaboliques, nécessitant un programme d'éducation nutritionnelle associée à une activité physique régulière pour prévenir et/ou lutter contre le risque cardiometabolique". Si une importante classe d'Algériens est pénalisée par la pauvreté et ne peut donc pas s'assurer le ratio journalier de vitami-

nes et de protéines comme recommandé par les nutritionnistes, une autre frange de la société, non moins importante, est, pour sa part, victime de la sédentarité, ce qui fait que leur dépense énergétique est souvent inférieure à l'apport alimentaire. Ce qui a donné lieu, fera remarquer le professeur Bouchenak, à la coexistence, en Algérie, des deux phénomènes de la maigreur et du surpoids et/ou l'obésité. "En effet, l'enquête a démontré que chez ces adolescents étudiés, l'apport alimentaire quotidien (7 à 14 mégajoule)



est supérieur à la dépense énergétique journalière (DEJ) variant de 6,2 à 8,6 mégajoule." Chez ces adolescents, la DEJ étant liée essentiellement aux activités scolaires et domestiques, alors que leur activité sportive ne dépasse pas 2 heures par semaine. Ce qui reste "significativement" loin de la moyenne recommandée par l'OMS qui est d'avoir "une activité physique modérée à intense, d'au moins 60 minutes par jour "la

transition nutritionnelle est caractérisée par la coexistence de la malnutrition, par carences globales ou spécifiques, et le surpoids et/ou l'obésité, dans le même environnement et qui serait associée au niveau de développement économique des pays, à l'urbanisation, à une faible qualité de l'alimentation ainsi qu'aux mauvaises conditions de vie", a constaté le professeur Bouchenak qui insiste, de ce fait, sur la nécessité de sensibiliser notamment les enfants et les jeunes à s'adapter à un régime alimentaire équilibré. Cela étant, chez les adultes, les habitudes nutritionnelles s'avèrent généralement très difficiles à changer. D'où l'insistance du professeur Bouchenak sur "l'éducation nutritionnelle associée à la promotion de l'activité physique". "Nos enfants doivent comprendre la valeur de la nutrition et de l'activité physique pour leur santé tout au long de leur vie", a-t-elle préconisé, non sans faire savoir que la SAN ambitionne de mener, à partir de cette année, "des programmes sur la prévention des carences nutritionnelles et du surpoids/obésité chez les jeunes (enfants,

adolescents), en favorisant la transmission des bonnes pratiques alimentaires".

F. A.

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER
LIBERTE
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

04 Septembre 2014

En Un Mois Les Algériens Ont Mange 838 Millions De Dollars

Effarant! Les Algériens ont acheté pour pas moins de 838 millions de dollars de produits alimentaires à l'étranger en seul mois, à savoir le mois de janvier 2018. En effet, la facture d'importation des produits alimentaires a atteint les 838 millions de dollars en janvier 2018 contre 747 millions de dollars durant la même période de 2017, soit une



hausse de 12,2%, détaille le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes. Cette facture confirme l'incroyable dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'étranger pour se nourrir. Une dépendance contre laquelle le gouvernement algérien semble impuissant. Et aucun dispositif restrictif ne semble avoir réussi à limiter cette facture très salée en devises. Il faut noter qu'au cours du mois de janvier 2018, parmi les principaux produits alimentaires, la facture d'importation du sucre et sucreries a bondi à 114,6 millions de dollars contre 96 millions de dollars, en hausse de 19,46% entre les deux périodes de comparaison. Même tendance pour le lait et produits laitiers qui ont été importés pour 153,63 millions de dollars en janvier 2018 contre 145,23 millions de dollars en janvier 2017 (+5,8%). Les importations des céréales, semoule et farine ont grimpé à 253,13 millions de dollars contre 240,61 millions de dollars (+5,2%). Le café et thé ont également enregistré une hausse des importations qui se sont chiffrées à 29,52 millions de dollars contre 28,7 millions de dollars (+3%). A ce rythme, les réserves de change de l'Algérie seront uniquement dédiées au financement des produits alimentaires importés depuis l'étranger. L'échec de l'agriculture algérienne est donc sans appel. N'en déplaise aux dirigeants algériens qui nous sortent des discours enthousiasmants dénués de tout fondement

Selon la FAO : 4,6% des Algériens souffrent de la sous-alimentation

Dans son rapport 2017 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de la sous-alimentation dans le monde, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fait état des insuffisances alimentaires dont souffrent les Algériens. Bien que mieux classés que les autres pays de l'Afrique du Nord et beaucoup de pays africains et asiatiques, l'Algérie est toujours touchée par des insuffisances nutritionnelles, notamment chez les adultes. Ainsi donc, 4,6% de la population algérienne souffrent de la sous-alimentation, souvent due à un régime alimentaire non varié. Si l'Algérie ne souffre pas comme l'Egypte d'insécurité alimentaire grave, elle continue à avoir parmi sa population des retards de croissance et des cas d'obésité de plus en plus nombreux. En effet, 11,7% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance en raison d'une sous-alimentation ou d'un déséquilibre alimentaire. Cela reste inférieur à la moyenne établie en Afrique du Nord qui est de 17,6%. Aussi, 21,6% des personnes âgées de plus de 18 ans souffrent de l'obésité, autre aspect de la malnutrition. Ce qui est proche de la moyenne nord-africaine établie à 21,9%. Autrement dit, il y a de plus en plus d'Algériens obèses. Globalement, les chiffres de la FAO sont loin d'être rassurants. La sécurité alimentaire est de plus en plus menacée dans le monde. Le fait que le recul de la faim semble marquer le pas n'a pas encore eu de répercussion sur la prévalence du retard de croissance chez l'enfant, qui continue à baisser, à un rythme toute-



fois ralenti dans certaines régions et pays. En Algérie, elle a baissé de 2005 à 2016 de 4 points. Globalement, la prévalence du retard de croissance a baissé, passant de 29,5 à 22,9% entre 2005 et 2016. Mais 155 millions d'enfants de moins de 5 ans continuent à en souffrir de par le monde. Le rapport envoie un signal d'alarme fort et clair en indiquant qu'il sera difficile de satisfaire à l'ambition de libérer le monde de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030 car, pour y parvenir, il faudra consentir des efforts renouvelés avec de nouvelles façons de travailler.

ALGERIE PART

Abdou Semmar
26 Février 2018

Hani Abdi
15 Septembre 2018

algerie
patriotique

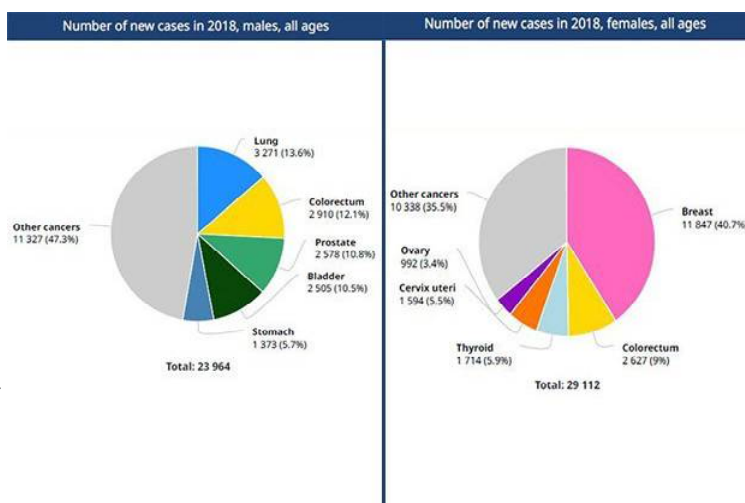
Cancer : le nombre de cas explose en Algérie, la mauvaise alimentation mise en cause



Durant l'année 2016, près de 44 800 cas de cancers ont été recensés. Ce chiffre devrait atteindre les 62 000 à l'horizon 2025, a révélé le Dr Djamilia Nadhir, vice-directrice du service des maladies non-transmissibles au ministère de la Santé... La progression du nombre de cancers en Algérie est avant tout due aux « comportements ». Qu'il s'agisse de tabagisme ou de mauvaises habitudes alimentaires, les Algériens ont des comportements dangereux qui ont un impact sur l'explosion du nombre de cas de cancers. « S'il y a une bonne politique de prévention et si les citoyens sont conscients des habitudes à adopter pour éviter le cancer, on peut dire que oui, la prévention a un effet dans la diminution du nombre de cas de cancers », a expliqué le médecin. « Concernant le cancer du poumon, si on évite de fumer, on peut éviter 70 à 80% des cas... Il y a une étude sur l'alimentation et le cancer du côlon que nous voyons se propager de façon effroyable alors qu'on peut éviter plus de 60% des cas », a expliqué le cadre du ministère de la Santé. Les habitudes alimentaires des Algériens sont pour beaucoup dans la prolifération des cancers et autres maladies non-transmissibles. « Il faut que le citoyen algérien soit conscient de son mode d'alimentation », insiste le Dr Nadhir. Selon elle, une étude menée par l'Algérie en coopération avec l'OMS en 2017 a révélé que seuls 14,9% des Algériens se conforment aux recommandations de l'OMS qui incitent à manger trois légumes et deux fruits chaque jour. Les mauvaises habitudes alimentaires ont un effet négatif sur la santé qui est aggravé par la sédentarité. La même étude de 2017 a révélé que « la sédentarité touche 25% des Algériens, soit un Algérien sur 4 », et les femmes sont beaucoup plus touchées que les hommes : elles sont une sur trois à être sédentaires, selon le Dr Nadhir. Les enfants sont fortement exposés aux facteurs de risques du cancer et des autres maladies non-transmissibles graves comme le diabète ou les maladies cardiovasculaires. Le Dr Nadhir a pointé du doigt « les femmes qui achètent le premier aliment (sucrierie) qu'elles trouvent chez l'épicier juste pour faire taire leurs

enfants et pour qu'ils ne pleurent pas ». En outre, les enfants sont également mis en danger par les publicités qui les incitent à consommer des produits nocifs. « Il y a des négligences » à ce sujet, a-t-elle affirmé. Le plan de lutte contre le cancer et les autres maladies non-transmissibles s'articule autour des trois axes : prévention, sensibilisation et dépistage précoce. « Une politique intégrée veut dire que tous les secteurs travaillent main dans la main et prennent des décisions en faveur du citoyen et d'un mode de vie sain », a détaillé Dr Nadhir, insistant sur l'impérative « intégration de la société civile » dans la politique de prévention. Cette politique a permis de réaliser plusieurs actions concrètes en faveur de la lutte contre le cancer. Parmi ces

réalisations, le Dr Nadhir a cité la diminution du taux de sucre dans les boissons. Celui-ci est passé de « plus de 180 grammes par litre par le passé à moins de 130 ou 120 grammes par litre ». Le taux de sucre qu'il est permis d'ajouter au café torréfié et moulu par les industriels a également été fixé par le ministère du Commerce (3%). La prise en charge précoce des malades est également indispensable, selon le Dr Nadhir. « Le premier objectif de la stratégie anticancer est que les cas arrivent aux hôpitaux précocement », a-t-elle indiqué, ajoutant qu'avec « la nouvelle loi de Santé, il a été mis en place un réseau de prise en charge qui évitera que le citoyen soit perdu ». À l'horizon 2025, s'il y a une bonne « promotion des modes de vie sains et une politique de prévention réaliste, nous pourrions éviter 15% des cas de cancers » sur les 62 000 prédicts



Plus de 29000 décès en Algérie en 2018

Hassan Saadoun

03 Février 2019



Les dépenses alimentaires plombent le budget

des ménages algériens

L'Economist Intelligence Unit (l'EIU) – une entité qui appartient au groupe de presse britannique The Economist – classe l'Algérie à la 68e place en termes de sécurité alimentaire. Le Maroc fait légèrement mieux (67e) et la Tunisie prend la tête du trio maghrébin (54e).

L'Indice mondial de la sécurité alimentaire (GSFI) 2017, publié mardi 26 septembre, prend en compte les principaux problèmes d'accessibilité, de disponibilité et de qualité des aliments dans 113 pays analysés. Cette année, un nouveau critère a été intégré. Il s'agit de l'environnement avec une étude sur la hausse de la température, les sécheresses et inondations, la sévérité des tempêtes, la hausse du niveau de la mer, et l'engagement de l'État dans la lutte contre les catastrophes naturelles. De ce fait, les indices chutent pour plusieurs États puisque selon l'EIU les conflits et conditions climatiques ont un impact direct sur la sécurité alimentaire. 5% de la population souffre de malnutrition. En l'Algérie, la population est estimée à 41,7 millions de personnes. Les chiffres de l'EIU,

arrêtés au mois de Septembre 2017, précisent que le PIB en parité de pouvoir d'achat est de 630,3 milliards de dollars alors qu'il est établi à 136,41 milliards de dollars en Tunisie et 299,51 millions de dollars au Maroc.



Dans les trois pays, le taux de malnutrition est évalué à 5%. Selon l'EIU, les défis auxquels sont confrontés ces États sont quasiment identiques avec notamment une défaillance des autorités en termes d'engagement dans la recherche et le développement agricoles. Les tarifs des importations de produits alimentaires sont encore trop importants et les agriculteurs maghrébins ont toujours du

mal à accéder à des financements. En outre, les produits intérieurs bruts par habitant des trois pays sont trop bas. Selon la Banque mondiale, ils étaient, en 2016, de 3843,8 dollars en Algérie, 3688,6 dollars en Tunisie et 2832,4 dollars au Maroc.

L'alimentaire pèse lourd pour les ménages algériens et marocains

En Algérie et au Maroc, l'alimentation compte presque pour la moitié des dépenses des ménages (respectivement 43,1% et 41,5%), alors que la Tunisie fait mieux avec un taux de 28,1%.

Parmi les programmes positifs existants dans les trois pays du Maghreb, il y a notamment les filets sociaux de sécurité alimentaire mis en place par les autorités et les organisations humanitaires, et la baisse de la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté, indique l'EIU.



30 Septembre 2017

Avec un salaire moyen mensuel estimé à 30 000 DA,

il est devenu difficile de subvenir aux besoins les plus élémentaires d'une famille modeste.

La vie est devenue de plus en plus chère pour la majorité des Algériens. Le pouvoir d'achat en Algérie subit une dégradation continue depuis plusieurs décennies. Les méfaits de la crise à laquelle est confronté le pays a eu un impact négatif sur le quotidien surtout du citoyen au revenu modeste.

La décélération de la croissance et l'inflation enregistrées actuellement par l'économie nationale ont réduit les capacités de cette frange de la société à s'offrir les produits de large consommation compte tenu de la hausse inexorable des prix pratiqués sur le marché. Un fonctionnaire ayant un salaire moyen ne peut faire face aux dépenses de tous les membres de sa famille. Ses difficultés durant le mois de Ramadhan à remplir son

coffin du strict minimum d'aliments indispensables illustre parfaitement l'érosion de son pouvoir d'achat.

Les tarifs des produits et des services ont connu une hausse considérable ces dernières années. L'on peut citer l'exemple des prix des fruits et légumes, pourtant de saison, qui ont connu une flambée atteignant parfois les 100%. La consultation chez un médecin spécialiste qui était fixée entre 1 000 et 1 500 DA, il y a à peine quelques années, est proposée de nos jours à 2 000, voire à 2 500 DA. Même les produits subventionnés ne sont paradoxalement pas vendus à leur juste prix. Si la courbe des prix des produits alimentaires très prisés a suivi une tendance haussière, celle des salaires, en re-

vanche, a stagné depuis 2012. Et la dévaluation du dinar n'a fait qu'aggraver la situation.

Si le gouvernement n'est pas en mesure, en ce moment, de procéder à une augmentation des salaires, il devrait être, au moins, capable de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux des couches sociales les plus défavorisées. Sinon, un "salaire digne", tel que le conçoit l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoc), ne doit pas être au-dessous de 60 000 DA par famille de cinq membres. Cette paie permettra un peu aux ménages de s'assurer un seuil minimal de denrées alimentaires et quelques soins de santé. Mais, l'on ne doit pas penser à faire des économies ou

évoquer d'autres dépenses liées aux loisirs ou réaliser des projets... Or, l'Algérien perçoit en moyenne un salaire estimé à 30 000 DA. Une rémunération qui ne peut lui garantir des conditions de vie acceptables. Entre les dépenses des diverses fêtes et autres événements, tels que le mois sacré, la saison estivale, la rentrée sociale, les familles algériennes aux bourses moyennes subissent une véritable saignée. D'autres observateurs estiment qu'un salaire moyen ne peut plus couvrir les dépenses des ménages. Pour pouvoir subvenir aux besoins essentiels de sa famille et vivre de manière plus au moins décente, l'Algérien doit bénéficier, selon eux, d'un revenu mensuel qui avoisinerait les 76 000 DA. D'aucuns partagent un seul et même constat : l'Algérie est considérée comme un pays riche avec un matelas en devises

d'environ 80 milliards de dollars alors que sa population est de plus en plus pauvre, car 70% des salariés perçoivent moins de 20 000 DA par mois et consacrent plus de 80% de ce mo-



deste revenu aux biens de première nécessité...

Par ailleurs, le pouvoir d'achat n'est

plus uniquement une question de satisfaction de besoins élémentaires de citoyens, mais il risque aussi de devenir un véritable problème de santé publique. Car, si l'on se réfère à ses recommandations, l'Organisation mondiale de la santé (Oms) préconise la diversification dans la nourriture. Or, les habitudes alimentaires de notre pays, conjuguées à une incapacité à s'offrir certains produits alimentaires à cause de leurs prix excessifs, font que les menus des Algériens ne sont ni riches ni diversifiés.

B.K.

Algérie 360°

08 Mai 2019

Produits alimentaires: la facture d'importation en baisse en janvier 2019

La facture globale d'importation du Groupe des produits alimentaires a atteint 733 millions de dollars (usd) en janvier 2019 contre 851 millions usd en janvier 2018, en baisse de 118 millions usd (-13,87%), précise le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (CNTSID). Par catégories de produits, la facture d'importation des céréales-semoule-farine a reculé à 250,5 millions usd en janvier 2019 contre 265,6 millions usd en janvier 2018 (-5,7%).

Le lait et les produits laitiers ont été importés pour 130,03 millions usd contre 154,76 millions usd (-16%).

Concernant les sucres et sucreries, ils ont été importés pour 61,07 millions usd contre 114,67 millions usd (-46,74%).

Les légumes secs ont été importés pour 47,5 millions usd contre 56,66 millions usd (-16,2%).

Par contre, les importations du café-thé ont augmenté à 33,74 millions usd contre 29,52 millions usd (+14,3%).

Les importations des viandes ont également grimpé à 18,53 millions usd contre 6,7 millions usd (+178%).

Ces six (6) principaux produits alimentaires ont ainsi été importés pour un montant de 541,35 millions usd contre 627,88 millions usd (-13,8%).

En plus de ces six (6) principaux produits, le reste des biens alimentaires

des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 796 millions usd en janvier 2019 contre 894 millions usd en janvier 2018, en baisse de 98 millions usd (-11%).

Médicaments: chute des importations

Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le Groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse notable en s'établissant à 59,93 millions usd en janvier 2019 contre 133,44 millions usd en janvier 2018, en baisse de 73,51 millions usd (-55,1%).

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale.



ont été importés pour 191,65 millions usd contre 223,12 millions (-14,1%).

Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont connu une hausse en s'établissant à 63 millions usd en janvier 2019 contre 43 millions usd au même mois de 2018 (+46,6%).

Ainsi, la facture globale du Groupe



19 Mars 2019

L'Évolution de la consommation alimentaire en Algérie de 1962 aux années 90

L'évolution de la consommation alimentaire en Algérie est inséparable de l'engagement de l'Etat dans la gestion de l'offre de produits et des prix. Jusqu'à la fin de la décennie 70, la politique qu'il choisit, est d'assurer une offre importante en produits de base et une pression sur l'évolution des prix. Pour cela, il se dote: d'un monopole sur les importations et le commerce de gros de ces produits notamment les céréales, l'huile...et d'un système de prix administrés et soutenus, pour un très grand

crises sociales et politiques qui ont suivi, et dont les causes sont en partie la dégradation des conditions de vie, relativisent de façon importante la vision optimiste des partisans du désengagement sur la situation alimentaire des Algériens. Quel bilan plus objectif peut-on faire de l'évolution de leur consommation alimentaire jusqu'aux années récentes? Depuis 1962, la consommation alimentaire des Algériens a beaucoup progressé. La ration consommée est passée de 1.723 à 2.944 calories entre 1961 et

la semoule qui progresse de 275.%. La F.A.O, pour sa part, estime qu'entre 1961 et 1990 le nombre de calories annuellement consommées par les Algériens a été multiplié par 1,7, celui des protéines par 1,6. Pour chacune de ces augmentations, la hausse de la consommation des produits végétaux (et des céréales) constitue le facteur principal. L'enquête consommation de 1978 révélait deux caractéristiques dans l'évolution de la consommation des différentes catégories socioprofessionnelles: - un rapprochement des quantités consommées pour les produits de base, vendus à prix soutenus, notamment les produits céréaliers et - une différenciation importante dans celles des produits locaux et des produits qu'on peut qualifier de «riches» (viande, lait, beurre, légumes et fruits frais...) dont les prix ne sont ni soutenus ni réglementés. Les données changent durant les années 80, l'évolution est marquée par l'accroissement et la généralisation des différences entre groupes sociaux. L'enquête de 1988 le montre bien, les achats de viande du groupe le plus riche sont 12 fois plus élevés que ceux du groupe le plus pauvre, contre 2 fois en 1980, les dépenses en lait 8,5 fois plus importantes, contre moins de 2 fois en 1980. Fait nouveau, les riches (décile le plus riche) consomment aussi 3,5 fois plus de pain que le décile le plus pauvre, achètent 2,6 fois plus de couscous industriel, 4,3 fois plus de riz. Seules la semoule et les pâtes alimentaires présentent encore des niveaux de consommation proches entre les catégories socioprofessionnelles. Tous les groupes ont augmenté leur consommation en produits céréaliers durant la décennie. Les raisons de cette augmentation et leur corollaire sont toutefois différents. Pour les groupes pauvres et modestes, elle est due en partie à



nombre de produits de large consommation, qui fixe le niveau des prix à la consommation relativement bas. La remise en cause de la politique économique suivie durant la décennie 70, à partir de 1980, englobe ce choix d'aide à la consommation. Le «pouvoir» lui reproche de favoriser le gaspillage de certains produits (dont le pain), la surconsommation, son coût très élevé. Conséquence, à partir de 1982 l'Etat entame un processus de désengagement d'aide au soutien de prix. Ce désengagement s'accélère après 1986 (suite à la baisse des recettes extérieures). Les

1990. Les céréales y occupent une place importante. Entre 1970 et 1989 les quantités annuellement consommées (exprimées en équivalent grain) sont multipliées par 2,78 (1.687.000 tonnes en 1970, 4.690.000 tonnes en 1989). Un phénomène que les enquêtes de consommation contredisent, mais qui se vérifie dans les statistiques des entreprises qui mettent les céréales sur le marché et les estimations de la F.A.O. Selon les statistiques de ces entreprises, en deux décennies (de 1968 à 1989), la consommation de céréales aurait plus que doublé notamment celle de

la substitution des céréales aux produits frais devenus trop chers, voir inabordable compte tenu de la taille des ménages et du chômage qui touche de plus en plus d'actifs. Les produits céréaliers sont, avec le lait, les produits dont les prix sont les plus accessibles grâce aux subventions. Pour les groupes riches, l'augmentation de la consommation de céréales est liée au maintien du modèle alimentaire traditionnel où les céréales occupent une place centrale. Il n'y a pas substitution à la différence avec les groupes pauvres, mais augmentation concomitante de la consommation de tous les produits. La préparation des céréales

ont permis aux ménages d'augmenter leur revenu et d'améliorer leur consommation. Dans chaque ménage l'embauche de jeunes actifs (fils, filles, frères...), faisait contrepoids à l'inflation. A partir de 1984, la chute des créations d'emplois stoppe ce mécanisme. Les enquêtes de consommation effectuées depuis l'indépendance indiquent toutes un clivage entre urbains et des ruraux. En 1988 la consommation dans les zones agglomérées était plus élevée qu'en zone éparse pour les légumes frais (121,4 kg/tête/an contre 94,6 kg/tête/an), les fruits frais et secs (30,1 kg/tête /an contre 19,9 kg/tête/an), la viande (26,3 kg/tête/an contre 18,2

Entre 1966 et 1985, le nombre des emplois non agricoles passe de 0,8 million à 2,8 millions, grâce essentiellement à l'investissement public dans l'industrie, le BTP, et la création d'emploi administratif. Une partie de ces nouveaux emplois est située dans les zones rurales où les petites villes de l'intérieur du pays, et occupe la main d'œuvre locale, traditionnellement agricole. En 1987, 30% des actifs ruraux occupés étaient employés hors des exploitations ou exerçaient des activités mixtes dans la région de Tiaret. Ce changement a influé sur



conjugue une multitude de produits (viande, légumes frais...) qui rendent les mets chers à l'inverse des groupes pauvres qui cuisinent avec des recettes où les céréales sont associées à peu de produits. Deux facteurs ont largement contribué à l'accroissement des disparités entre groupes sociaux: - la hausse de prix des produits alimentaires qui s'est accélérée avec la politique de libéralisation. L'indice général des prix des produits alimentaires passe de 100 à 181,8 entre 1982 et 1989. Les prix des produits céréaliers (toujours fixés administrativement), augmentent de 82,7 % pendant la période- la montée du chômage; jusqu'en 1984 les créations d'emplois

kg/tête/an). Les habitants des zones rurales consommaient, par contre, davantage de céréales. Leur consommation de farine et de semoule était de 138,44 kg/tête/an contre 73,61 kg pour les urbains, leurs achats de céréales en grains avaient pratiquement doublé par rapport à 1980 (35,55 kg et 73,20 kg); alors qu'ils étaient inexistantes dans les villes en 1988. Seul le pain de boulangerie était plus consommé dans les villes (76,84 kg/tête/an contre 13,67 kg). La population rurale représentait 75% en 1954, 50% en 1987 a, moins de 50% en 1995. Autre mutation importante, les emplois non agricoles occupent une part croissante de la population active.

la consommation alimentaire dans les zones rurales, il a accru les ressources financières des ménages qui ont augmenté et diversifié leur demande alimentaire, il a également accru le recours au marché, au détriment de l'autoconsommation.

Said Frahi

**HORIZONS
MAGHREBINS**

05 Février 2019

Oran comptait, avant l'indépendance, au moins 34 salles de cinéma: A quand la «flore» du cinéma de proximité?



Oran est une ville du cinéma par excellence. Combien avait-il de salles de cinéma et de spectacle? La réponse à cette question qui mérite aujourd'hui plus que jamais d'être posée, risque d'étonner les spécialistes. Il n'y a pas que l'effet de la parabole mais aussi l'oubli et l'absence prolongée de nouvelles productions capables de tenir en haleine les spectateurs devant le grand écran, pendant des décennies. Les noms des anciennes salles peuvent vous procurer de la nostalgie: «Lido» (Gambetta), «Bon accueil» (HLM), «Régina» (Mont-plaisant), «Olympia», «Alcazar» et «Alhambra» (Saint Eugène), «Monaco: ex-Tivoli» (rue de Mostaganem), «Century» (Soummam), «Escorial» (Bd Emir Abdelkader), «George V: ex-Rio», «Balzac: ex Rialto», «Régent» (rue Larbi Ben Mheddi), «Mogador», «Studio des Jeunes» et «Pigalle: ex-Richelieu» (St Pierre), «Idéal» (Place des victoires), «Lynx: ex-Ritz», «Cinémathèque: ex-Miramar et ex-Vox» (Miramar), «Empire» et «Club» (rue Khémisti), «Familia» (Sidi Houari), «Paris» (boulevard Maata), «Rex», L'Eldorado (Rue de Tlemcen), «Le Plaza» (avenue Oujda), «Mondial» (Choupot), «Magic» (Sananès), «Capitol» (Boulangier), «Lux» (Hamri), «Kid» (Cité Petit), «Royal» (Place 1er Novembre), «Roxy» (Bd Adda Benaouda), «Salle de projection» (église de St-Eugène), cinéma populaire (Dar Beida face Caserne), pour ne citer que ces salles de cinéma. C'est quasiment fou ce qu'abondait la ville en structures de loisir et de divertissement de premier choix avant l'indépendance. La majorité est soit fermée, abandonnée, rasée ou reconvertie en d'autres activités. Chiffres à l'appui, Oran comptait à l'époque plus de trente (30) de salles de cinéma. Ces salles engendraient de

véritables fourmilières et faisaient la fierté de toute la population. Force cependant est de s'apercevoir qu'on en compte aujourd'hui pas plus de 3 à 4 seulement qui sont fonctionnelles et qui forcent l'admiration grâce à leur réhabilitation. Seulement voilà, est-ce suffisant? Pour la petite histoire, cette armada de salles s'ajoutaient aux autres dans les villages et communes pendant la faste période des années 70-80 comme à Gdyl, Arzew, Misserghin etc... En tout, il y en avait à Oran, 01 à 03 cinémas par quartier. C'est une partie du trésor du patrimoine (combien riche) qui s'en est allée et dont il ne reste que des traces indélébiles témoignant la grande épopée du grand écran et du spectacle qui s'y faisaient. Le cinéma tente aujourd'hui de renaître et de résister. Le Festival international du Film arabe en est une parfaite illustration. Que de noms l'ont adopté et y ont laissé leurs empreintes! Oran renouera-t-elle avec le «cinéma de proximité» comme il s'y faisait jadis? Est-il le temps du retour fracassant des salles de cinéma abandonnées dans leur triste sort dans cette ville millénaire qui a marqué l'histoire? Des salles du reste qui n'avaient rien à envier à celles en France et qui avaient accueilli entre autres des chanteurs célèbres de l'époque tels Johnny Hallyday (au Régent), Paul Anka (à l'Empire). A présent, le public oranais peut d'enorgueillir du



fait qu'il se rattache progressivement avec son cinéma. Il commence à redécouvrir, grâce au courage des amoureux et ses adeptes, l'autre cachet de cette ville antique

B.H.

06 Novembre 2018



"Lemma Becharia" en tournée en Europe

ALGER - La troupe féminine "Lemma Becharia", menée par la chanteuse Souad Asla, est programmée dans plusieurs villes européennes pour une tournée qui s'étend du 9 juin au 31 août prochain, annonce la troupe sur sa page facebook.

Le groupe devra entamer sa tournée par un concert, prévu dimanche, à l'Institut du monde arabe (Ima) à Paris, avant de se produire sur la scène du Festival "Any where in the wind blows" dans la ville néerlandaise de La Haye puis au Festival des cinq continents en Suisse.

Cette troupe créée pour faire revivre des genres musicaux populaires féminins de la Saoura (sud-ouest algérien) est également attendue en Suède, en Pologne, aux Iles Canaries et dans plusieurs villes françaises.

Formé en 2015 par la chanteuse Souad Asla, le groupe est constitué d'une dizaine de chanteuses et musiciennes de la région de Bechar, dont Hasna El Becharia, Zohra Kherabi, Rabea Boughazi ou encore Mabrouka Brik.

La "Ferda" féminine, le diwan mais aussi



des chants traditionnels des "Zeffanates" et "Djebbaryates" (troupes musicales locales) chantés lors des fêtes familiales ou populaires, sont autant de styles exécutés sur scène par la troupe qui entend vulgariser des musiques comme le "Haidous" et le "Chellali", très rarement joué en public.

En février 2018, "Lemma Becharia" avait sorti son premier album, "Lemma", dédié à la sauvegarde du patrimoine musical de la Saoura.

Après plusieurs scènes en Algérie et en France, la troupe était invitée d'honneur du Festival international de la hadra féminine et musiques de transe d'Essaouira (Maroc) de 2016, avant une tournée en France et en Belgique en novembre 2018.

09 Juin 2019



[BIBLIOGRAPHIE]

dictionnaire des musiciens et interprètes
algeriens

Achour Cheurfii

Anep éditions, Alger 2012

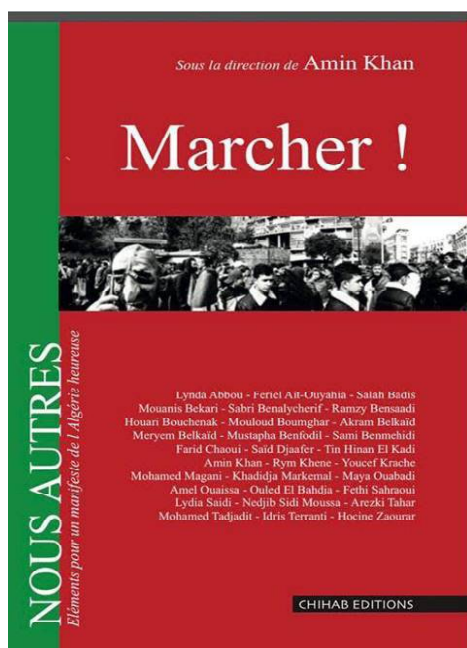


Ce dictionnaire contient un millier de notices biographiques d'auteurs-compositeurs-interprètes célèbres ou méconnus, depuis au moins 2 siècles. Ce travail gigantesque agrémenté de 250 illustrations, se veut à la fois référence et repère pour tout ce qui a trait au patrimoine lyrique

Marcher !

sous la direction de Amin Khan

CHIHAB ,Alger 2019

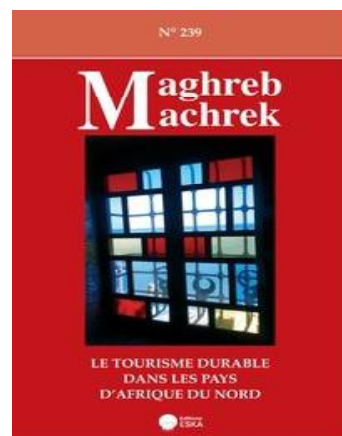


Ce livre, c'est donc « Marcher ! ». Il regroupe de nombreux acteurs et témoins des événements actuels. Des photographes, qui aujourd'hui constituent une avant-garde visuelle et documentaire du peuple en mouvement

[REVUE]

Le tourisme durable dans les pays
d'Afrique du Nord

Maghreb - Machrek 2019/1 (N° 239)



[MUSIQUE]

Soolking

Fruit du démon, 2018



[FILM]

ABOU LEILA

Amin Sidi-Boumedine, 2019

